

DECISION DCC 23-080
DU 09 MARS 2023

La Cour constitutionnelle,

Saisie d'une requête en date à Cotonou du 21 décembre 2022, enregistrée à son secrétariat à la même date sous le numéro 2159/450/REC-22, par laquelle monsieur Prosper ALLAGBE forme un recours en inconstitutionnalité du défaut de revenu minimum pour les femmes non insérées socialement ;

VU la Constitution ;

VU la loi n° 2022-09 du 27 juin 2022 portant loi organique sur la Cour constitutionnelle ;

VU le règlement intérieur de la Cour constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Oui monsieur Razaki AMOUDA ISSIFOU en son rapport ;

Après en avoir délibéré,

Considérant que le requérant demande à la Cour de déclarer contraire à l'article 8 de la Constitution, le défaut de revenu minimum pour les femmes qui ne sont pas socialement insérées ; qu'il soutient que cette situation fait que tous les efforts à l'égard des femmes risquent de ne pas produire l'effet escompté en raison de l'insatisfaction des besoins incompressibles ; que ce faisant, elles sont exposées aux risques sociaux ;



Vu les articles 3, 114 et 117 nouveau de la Constitution ;

Considérant que le contentieux constitutionnel est un contentieux objectif ; qu'il vise à purger l'ordre constitutionnel d'un vice ou d'une irrégularité et transcende en conséquence les droits et les intérêts individuels en privilégiant la préservation de l'Etat de droit ; qu'il vise également à éviter toute atteinte ou toute contrariété aux normes et valeurs protégées par la Constitution ;

Considérant qu'en l'espèce, la requête n'invoque la violation ni d'un droit fondamental ni d'une liberté publique ; qu'elle n'invoque non plus une atteinte ou une contrariété aux normes et valeurs protégées par la Constitution ; que dès lors, en vertu des articles 3, 114 et 117 de la Constitution, il y a lieu pour la Cour constitutionnelle de se déclarer incompétente ;

EN CONSEQUENCE,

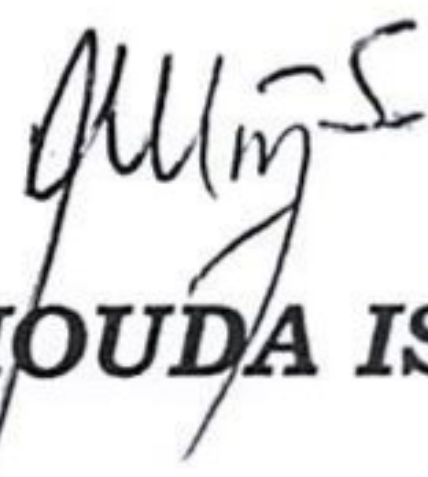
Est incompétente.

La présente décision sera notifiée à monsieur Prosper ALLAGBE et publiée au Journal officiel.

Ont siégé à Cotonou, le neuf mars deux mille vingt-trois,

Messieurs Razaki	AMOUDA ISSIFOU	Président
Sylvain M.	NOUWATIN	Vice-Président
André	KATARY	Membre
Fassassi	MOUSTAPHA	Membre
Rigobert A.	AZON	Membre

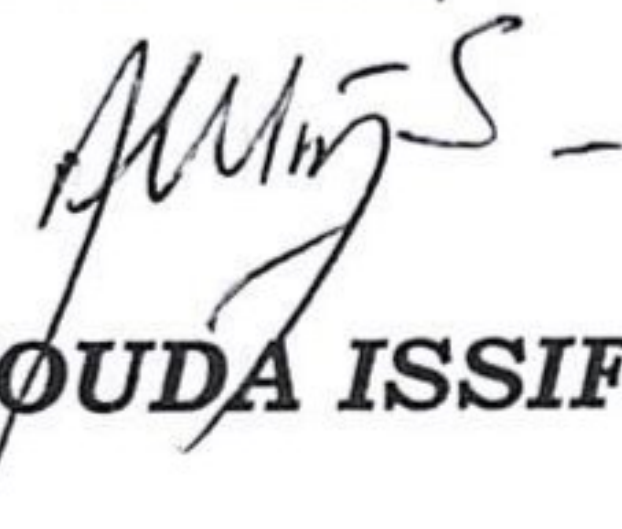
Le Rapporteur,



Razaki AMOUDA ISSIFOU.



Le Président,



Razaki AMOUDA ISSIFOU.-